

hebdomadaire

n° 3026 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## TÉLÉPHONIE MOBILE: 5 000 À 10 000 EMPLOIS MENACÉS

*L'arrivée de Free Mobile pourrait se traduire par la suppression de milliers d'emplois. FO s'adresse solennellement à l'autorité de régulation des télécoms (lire page 3).*

### AGIR événements

Les salariés d'Erhel-Hydris (Côte-d'Or) occupent leur usine depuis quatre mois tout en concevant de nouveaux prototypes.

Lire page 5

Revenant sur sa parole, le gouvernement entend autoriser les magasins de bricolage à faire travailler leurs salariés le dimanche.

Lire page 6

Une hirondelle ne fait pas le printemps: la tenue d'élections législatives partielles ne fait pas de la Birmanie une démocratie.

Lire page 7

Les pharmaciens seront bientôt payés par la Sécu en plus de leur rétribution actuelle en fonction des médicaments vendus.

Lire page 8

LA LIBERTÉ ET L'INDÉPENDANCE  
NE SONT PAS DES CALICOTS  
Lire l'éditorial page 4

### INFOGRAPHIE pages centrales

Contrairement aux communiqués officiels, la France compte en réalité plus de sept millions de chômeurs.

### AGIR événements

Après plusieurs grèves d'avertissement massivement suivies, les fonctionnaires allemands viennent d'obtenir une augmentation de salaire de 6,3%.

Lire page 3

### MONTRER enquête

L'incroyable situation vécue par l'équipage d'un ferry marocain bloqué dans le port de Sète. Quatre mois de galère, mais aussi de solidarité syndicale internationale.

Lire pages 17 à 20



FO Hebdo/G. Ducrot



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

# LA LIBERTÉ ET L'INDÉPENDANCE NE SONT PAS DES CALICOTS

Entre la loi du Talion (œil pour œil, dent pour dent) et l'adage selon lequel «qui trop embrasse mal étreint», les médias ont commenté les positions ou propos de deux candidats à la présidentielle qu'ils tendent à présenter comme les finalistes du deuxième tour.

D'un côté on assiste à ce que l'on pourrait appeler de l'anathème, qui sert trop souvent à masquer les débats de fond ou à se démarquer de pratiques antérieures de «co-production», comme ce fut par exemple le cas en matière de représentativité, voire de retraite.

Comme nous l'avons déjà expliqué, vouloir par ailleurs, en cas de désaccord avec les syndicats ou le contenu d'un accord, passer par le référendum serait un acte d'autoritarisme social.

Force est également de constater que certaines organisations (la CGT pour ne pas la citer) ont pris la décision, au niveau confédéral, de donner des consignes de vote. D'un autre côté, on laisse entendre que rien ne se fera sans les syndicats.

Autant il est indispensable de nous laisser négocier librement et de nous consulter sur toute initiative législative ou réglementaire sur le terrain social et économique, autant nous n'entendons pas devenir législateur ou colégislateur. La démocratie républicaine et notre attachement au principe de faveur imposent la distinction des rôles et fonctions entre syndicat et parti politique, les uns en charge des intérêts particuliers des travailleurs, les autres de l'intérêt général.

Nous ne répéterons jamais assez qu'il ne saurait y avoir un mur de Berlin entre la loi et le contrat et que l'indépendance et la liberté de comportement du syndicat interdisent, dans notre conception, la confusion des genres qui mène au corporatisme politique.

Cela étant, nous faisons la part des choses entre ce qu'il convient d'appeler les propos de campagne et la réalité du pouvoir.

Cette sagesse nous vient de notre exigence en matière de liberté et d'indépendance, qui vaut notamment pour l'absence de consigne de vote directe ou indirecte à l'occasion des élections politiques. Les citoyennes et citoyens sont majeurs dans l'isolement, ils n'ont pas besoin de tuteur ou de directeur de conscience.

Et quel que soit demain le pouvoir politique en place, les travailleurs doivent pouvoir compter sur un syndicat libre et indépendant, pratiquant ce qu'on appelle le réformisme militant. Y compris pour s'opposer à toute austérité, déjà édictée sur le plan européen, qu'elle soit de droite ou de gauche ou à accompagnement syndical.

La liberté et l'indépendance ne sont pas des calicots que l'on montre à la télévision, ce sont des principes de fonctionnement, de conception et de comportement.

## S O M M A I R E

### AGIR

#### Page 3

Concurrence: Déréglementation organisée dans la téléphonie mobile. Salaires: Les fonctionnaires allemands obtiennent 6,3% d'augmentation.

#### Page 4

La liberté et l'indépendance ne sont pas des calicots, par Jean-Claude Mailly.

#### Page 5

Métallurgie: Licenciés, les salariés d'Erhel-Hydris rêvent de relancer la production. Trois questions à... Manuel Diestré, délégué syndical FO: «On peut tenir deux ans s'il le faut».

#### Page 6

Compétences comportementales: Sanofi Aventis condamné en justice. Travail dominical: Le bricolage électoral du gouvernement.

#### Page 7

Libertés: Rien n'est réglé en Birmanie. Outre-mer: Mayotte ne veut pas être un sous-département.

#### Page 8

Santé: Les pharmaciens payés pour de nouvelles missions. Salaires: Les salariés de Dassault reconduisent le mouvement.

#### Page 9

Congrès UD: La Seine-et-Marne frappée par la crise. Congrès UD: Aveyron: l'emploi et les services publics dans la tourmente.

#### Page 13

Les droits: L'obligation de reclasser le salarié inapte est indépendante du délai d'un mois. Consommation: Cancer: des UV dans la peau.

#### Page 14

Le chiffre de la semaine. Les chiffres utiles.

#### Page 15

Les dangers du capitalisme: Les dégâts de la crise de 1929. Parution > La rédaction vous signale. Voix de presse: Suicide, mode d'emploi.

#### Page 16

Une sélection de livres. À voir: Théâtre de l'Atelier: *Liaisons dangereuses* et nouvelles technologies.

#### Pages 17 à 20

Précarité dans le port de Sète: 250 marins à quai.

### / INFOGRAPHIE

#### Pages 10 et 11

Les chiffres du chômage.

#### Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse: Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464), F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Service photos: G. Ducrot (8467)  
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2<sup>e</sup> trim. 2012  
Commission paritaire: 0911S05818





# Chômage : données officielles et chiffre réel

Tous les mois, le nombre de demandeurs d'emploi est rendu public et donne lieu à commentaires. Pourtant, il ne s'agit que d'une donnée partielle et incomplète car le nombre réel de chômeurs est beaucoup plus important. Le chiffre mis en avant ne correspond en effet qu'à une partie des demandeurs d'emploi, appelée « catégorie A » par Pôle emploi, à laquelle il faut ajouter quatre autres catégories. Pour le mois de février dernier, **la catégorie A était de 2 868 000 personnes, mais les catégories B à E comprenaient 2 019 000 personnes de plus, soit un total de 4 887 000 demandeurs d'emploi.**

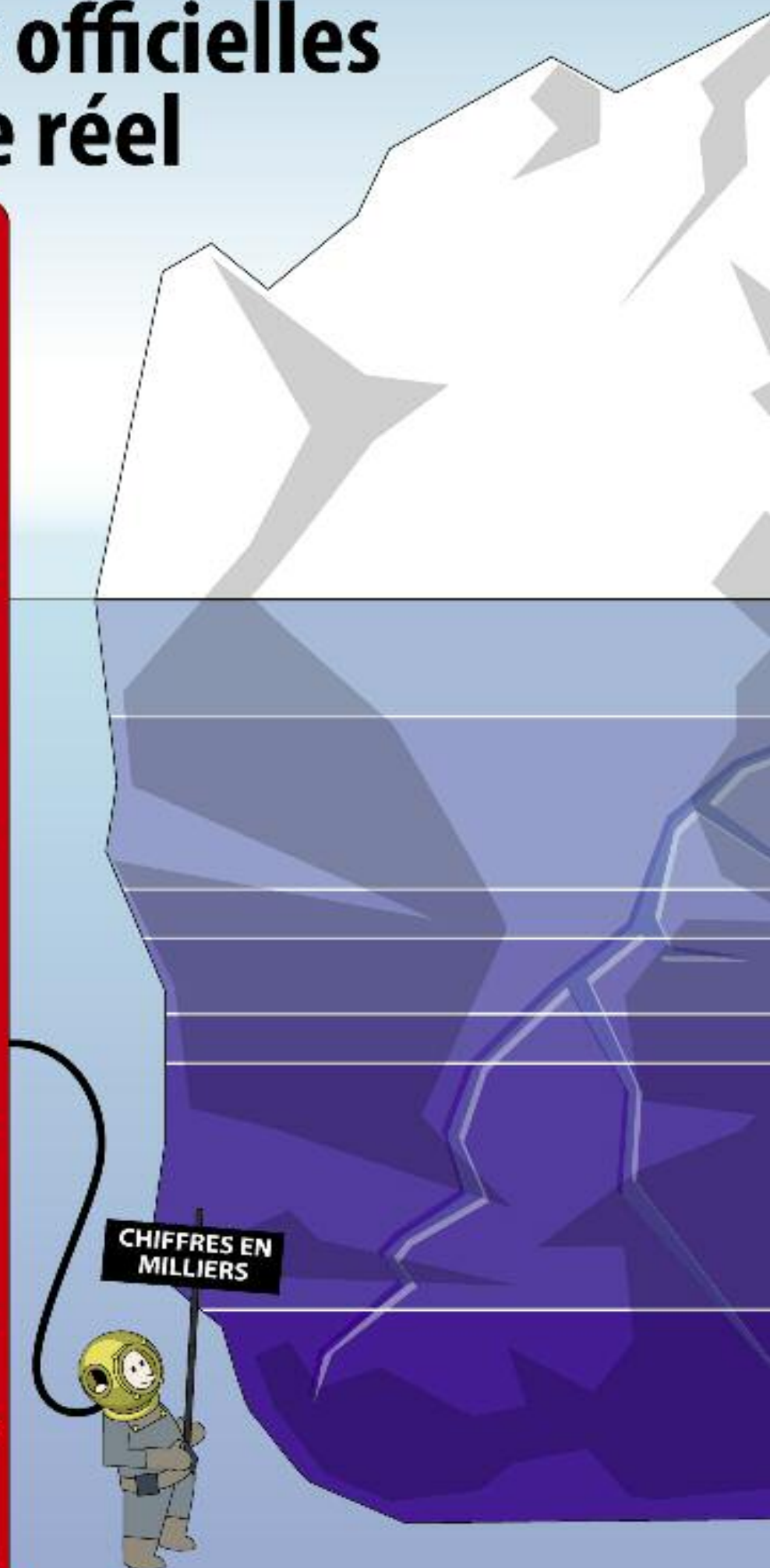
Il faut intégrer également le chiffre des DOM-TOM, bizarrement mis de côté dans la présentation habituelle, soit **268 000 personnes de plus pour les seules catégories A à C** (pas de données disponibles pour les catégories D et E dans les DOM-TOM...). **Nouveau total provisoire : 5 155 000 demandeurs d'emploi.**

## À quoi s'ajoutent les bénéficiaires du RSA.

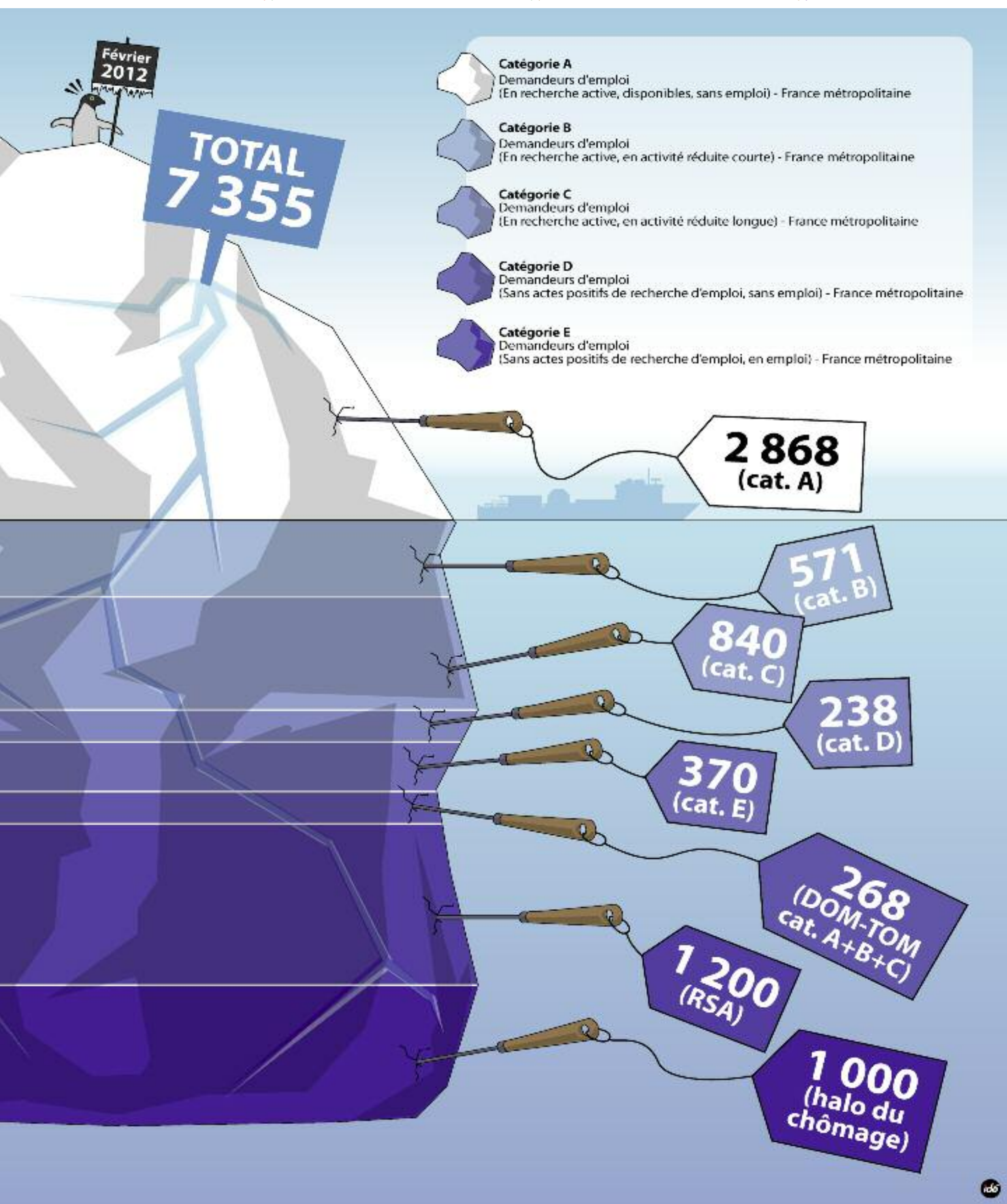
La France comptait 1,87 million de foyers allocataires en juin 2011, dont 671 500 inscrits à Pôle emploi, alors qu'il s'agit, dans la quasi-totalité des cas, de personnes en recherche d'emploi. **Soit 1 200 000 personnes de plus ; nouveau total provisoire : 6 millions 355 000 chômeurs.**

**Enfin, doivent être pris en compte tous ceux qui ne sont ni inscrits à Pôle emploi ni titulaires du RSA :** jeunes de moins de 25 ans, demandeurs d'emploi radiés des listes et autres oubliés des statistiques officielles. Ils constituent ce que les économistes nomment pudiquement « le halo du chômage » et sont évalués à **un million de personnes.**

**Au final, la France compte au bas mot 7 millions 355 000 demandeurs d'emploi,** soit trois fois plus que le nombre officiel qui ne représente que la partie émergée de l'iceberg chômage.







## LES DROITS

Obligation

Inaptitude

Salaire

Paielement

Plus d'un million de salariés sont déclarés inaptes chaque année en France. La procédure est encadrée et l'employeur a une obligation de reclassement, qu'il s'agisse d'une inaptitude consécutive à une maladie professionnelle ou à un accident, du travail ou pas. Mais

il faut savoir que les textes ne prévoient pas de rémunération pendant le premier mois suivant la décision d'inaptitude et ne fixent pas de délai à l'employeur pour effectuer ses recherches de reclassement, comme vient de le rappeler ici la Cour de cassation.

# L'OBLIGATION DE RECLASSER LE SALARIÉ INAPTE EST INDÉPENDANTE DU DÉLAI D'UN MOIS

Par un arrêt de la Cour de cassation en date du 21 mars 2012 (Cass. soc., 21 mars 2012, n°10-12.068, FS-P+B), la chambre sociale rappelle l'objet du délai d'un mois prévu par le Code du travail à l'article L. 1226-4. Cet article prévoit que «lorsque, à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la date de l'examen médical de reprise du travail, le salarié déclaré inapte n'est pas reclassé dans l'entreprise ou s'il n'est pas licencié, l'employeur lui verse, dès l'expiration de ce délai, le salaire correspondant à l'emploi que celui-ci occupait avant la suspension de son contrat de travail [...]».

En l'espèce, un salarié d'une société de logistique portuaire et de transport maritime, embauché d'abord en qualité de directeur d'exploitation puis de directeur manutention façade Atlantique, est déclaré, à la suite d'un arrêt de travail pour maladie et des deux visites médicales de reprise, «inapte à tout poste de l'entreprise, apte à un poste de responsabilité de type sédentaire ou avec peu de déplacements dans une autre entreprise».

Le salarié refuse deux propositions de reclassement, qu'il juge non conformes aux préconisations du médecin du travail et diminuant de façon injustifiée sa position hiérarchique dans la société. Il prend acte de la rupture de son contrat de travail et saisit la juridiction prud'homale.

Selon le salarié, sa prise d'acte se justifiait en raison du fait que l'employeur n'aurait pas respecté ses obligations en matière de reclassement en ne lui proposant pas un emploi conforme aux prescriptions formulées par le médecin du travail dans le délai d'un mois suivant l'avis d'inaptitude.

En l'espèce, le salarié avait été déclaré inapte le 15 mars 2007. Le 10 avril 2007, une première offre de reclassement lui avait été soumise. Ce dernier la refuse le 25 avril 2007 et se voit proposer la même offre dans une autre entreprise du groupe le 29 mai 2007.

La cour d'appel a estimé que «eu égard à l'importance des fonctions exercées par le salarié et à sa qualification, les recherches de reclassement entraînaient nécessairement un délai qui ne pouvait être considéré en

l'espèce comme excessif». Ainsi, elle considère que la prise d'acte du salarié doit produire les effets d'une démission.

C'est sans hésitation que la chambre sociale de la Cour de cassation confirme la solution rendue par les juges du fond. L'attendu de principe est très clair: «L'employeur demeure, même à l'issue du délai d'un mois prévu par l'article L. 1226-4 du Code du travail, tenu de respecter son obligation de reclassement du salarié déclaré inapte.»

Cette solution va de soi, elle ne fait qu'appliquer, *stricto sensu*, la lettre du Code du travail dont l'article L. 1226-4 n'a pour objet que la seule définition des modalités de reprise du paiement des salaires.

En effet, l'article L. 1226-4 du Code du travail n'a pas pour objet de fixer un délai maximum de reclassement, mais seulement de préserver les intérêts économiques du salarié inapte en prévoyant l'obligation pour l'employeur de reprendre le versement des salaires au bout d'un mois de recherches de reclassement, à compter du constat définitif de l'inaptitude.

Ainsi, si dans ce délai l'employeur n'a pas présenté d'offres de reclasse-

ment au salarié, il ne manque pas pour autant à son obligation de reclassement. Il reprendra le paiement du salaire et pourra poursuivre ses recherches autant que nécessaire. Dans l'absolu, l'employeur sait qu'il a tout intérêt à rechercher activement des offres de reclassement s'il ne veut pas rémunérer plus longtemps un salarié qui, en raison de son inaptitude, ne réalise plus aucune prestation de travail...

### INAPTE

Salarié étant, en raison de son état de santé, dans l'incapacité de tenir son poste ou même de travailler dans une entreprise donnée. L'inaptitude est prononcée par le médecin du travail pour un poste ou pour tout poste dans l'entreprise.

### SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Le contrat de travail n'est ni exécuté ni rompu.

### PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE

Acte écrit par lequel un salarié considère son contrat de travail comme rompu. D'origine jurisprudentielle et réservé au seul salarié, ce nouveau mode de rupture du CDI suppose de la part de l'employeur un ou plusieurs manquements, suffisamment graves pour empêcher la poursuite du contrat de travail.

## CONSOMMATION

# CANCER: DES UV DANS LA PEAU

Les Français ont été 2,2 millions de moins à partir en vacances en 2011 par rapport à 2010, selon le baromètre annuel Opodo-Raffour. Ceux qui ont pu s'échapper, en mettant de côté trois francs six sous, ont privilégié des séjours courts relevant de l'escapade. Dans ces conditions, certains n'ont même pas le temps de bronzer, d'autres perdent rapidement leur hâle. La solution pour avoir bonne mine: les cabines UV. Mauvaise idée d'après une enquête américaine publiée le 2 avril dernier dans la revue *Mayo Clinic Proceedings* (à but non lucratif, la Mayo Clinic est synonyme d'excellence scientifique et médicale), qui a observé une hausse alarmante des cancers de la peau chez les moins de 40 ans. L'incidence du

mélanome (un des cancers de la peau les plus sévères) a été, entre 1970 et 2009, multipliée par huit chez les femmes et par quatre chez les hommes. Selon cette étude, les personnes utilisant des lampes à bronzer, des bancs solaires ou autres lits à bronzage ont 74% de risques en plus d'en développer un.

L'OMS (Organisation mondiale de la santé) avait déjà tiré la sonnette d'alarme en considérant ces appareils comme cancérigènes dès 2009. En France, où on enregistre 1400 décès annuels dus au mélanome, le Syndicat national des dermatologues avait rappelé, en décembre 2011, qu'ils émettent surtout des UVA «impliqués dans la survenue du mélanome malin» (cancer) et des UVB, entraînant «vieillessement

cutané» et «dommages au système immunitaire de la peau». De son côté, la Direction générale de la santé a également fait un sort aux allégations selon lesquelles leurs rayonnements permettraient de compenser un déficit en vitamine D. Son rapport estime que les études montrant un lien entre les UV artificiels et la production de vitamine D ont été menées sur de trop petits échantillons et souffrent de conflits d'intérêts. Ce qui ne veut pas dire que les rayons naturels du soleil, certes moins puissants, ne sont pas dangereux...

**AFOC** Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur [afoc.net](http://afoc.net) – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).



Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

### LE SMIC

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**9,22 euros l'heure**,  
soit **1 398,37 brut**  
**par mois**  
pour 151,67 heures.

### FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement  
dans la fonction publique  
depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**1 398,35 euros brut.**

Plafond mensuel  
de la Sécurité sociale  
du 1<sup>er</sup> janvier  
au 31 décembre 2012:  
**3 031 euros.**

### ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux  
personnes âgées (ASPA)  
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1<sup>er</sup> avril 2012:

**9 325,98 euros** par an  
pour une personne seule  
**(777,16 euros par mois)**  
**14 479,10 euros** par an  
pour un couple.

Minimum contributif majoré:  
**8 142,01 euros** par an  
pour une personne seule  
(soit **678,50 euros** par mois).

### RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO

Valeurs des points et salaires de  
référence au 1<sup>er</sup> avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**  
ARRCO à **1,2414 euros**

### Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin  
omnipraticien:

**23,00 euros.**

Au cabinet du médecin  
spécialiste:

**25,00 euros.**

## LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

5187

L'Institut de veille sanitaire (InVS) a annoncé fin mars dernier que 5187 cas de tuberculose ont été déclarés en France en 2010, contre 5276 cas en 2009, soit une diminution de 1,7%. Mais cette baisse cache des hausses. Notamment en Île-de-France: les chiffres sont, sans surprise, en diminution à Paris et dans les Hauts-de-Seine, mais en augmentation en Seine-Saint-Denis, passant de 460 à 477, tout comme dans le Val-de-Marne (de 152 à 227) et l'Essonne (de 136 à 171). En septembre 2011, l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France avait annoncé qu'une vingtaine de cas de tuberculose venaient d'être dépistés dans le seul quartier défavorisé du Chêne-Pointu à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. Quelques jours auparavant, une organisation de parents d'élèves avait demandé, entre autres, à... l'ONU et à l'OMS l'intervention d'organisations humanitaires dans le département.

### COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

CRDS<sup>(1)</sup>: 0,5% depuis le 1<sup>er</sup> février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

#### SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

#### ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC  
Tranches A et B 2,40%

APEC<sup>(2)</sup> 0,024%

#### RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B  
et cadres tranche A: 3%

● AGIRC  
Cadres tranches B et C: 7,70%

● Cotisation AGFF  
Tranche A<sup>(3)</sup> 0,80%  
Tranche B<sup>(4)</sup> 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

### ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €  
3 enfants: 289,82 €  
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge  
des allocations:  
35,74 € de 11 à 16 ans  
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après  
le 30 avril 1997, vous ne  
recevrez pas ces deux ma-  
jorations; vous recevrez  
une majoration de 62,90 €  
à partir du mois suivant  
leur 14<sup>e</sup> anniversaire.

### CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à  
27,66 euros par jour au  
minimum, mais ne peut  
dépasser 75% du salaire  
journalier de référence  
(salaire des douze mois  
qui ont précédé la rupture  
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails  
dans le tableau «Allocations  
chômage» ci-dessous.

### INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

FÉVRIER 2012

+0,4%

DU 28/02/2011 AU 29/02/2012

+2,3%

DU 01/01/2012 AU 29/02/2012

+0,05%

#### INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4<sup>e</sup> trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

## LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

### LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.  
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

#### Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

➤ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;

➤ 57,4% de cet ancien salaire;

➤ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.